

# L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

SIÈGE ADMINISTRATIF : Rue de Béthune, 27, à Lille (TÉLÉPHONE N° 7)

LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

Les abonnements sont reçus chez Messieurs du Journal, 27, rue de Béthune, à Lille et dans toutes les Agences de Publicité.

RÉDACTION : ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13 TOURCOING, 6 bis, rue Nationale

PRIX DES ABONNEMENTS : Nord et Départements limitrophes : Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> et du 15 de chaque mois et sont payables d'avance

## Les obsèques de M. Georges Robert. -- L'attente des militaires : arrestation de Du vignon

### UNE BARRIÈRE !

Le général Pau, retour de Toul, a dit : « Nous ne sommes pas en présence d'une mutinerie, mais d'un mouvement d'origine politique. »

À l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore le rapport du général Pau, chargé d'enquêter sur les déplorable manifestations qui se sont produites dans l'Est. Mais nous possédons de lui d'impressionnantes déclarations faites à un collaborateur du Matin qui est allé l'interviewer à sa sortie du ministère de la guerre.

Comme notre confrère lui demandait dans quel état il avait trouvé les soldats de Toul, le général répondit :

« Le garnison est dans le plus grand calme. Les soldats accomplissent leur devoir militaire avec une exactitude scrupuleuse. Jamais, dans le rue, ils n'ont sauté leurs officiers ou leurs gradés avec plus de correction. »

« A aucun moment, d'ailleurs, ils n'ont commis de manquements dans leur service. Nous ne sommes pas en présence d'une mutinerie militaire, mais d'un mouvement d'origine politique. Je connais de longue date, pour avoir été leur chef, ces jeunes Français, pour le plus grand des diables, et vingtaine d'années. Ce sont de braves garçons et de bons soldats. Mais ils rapportent au régiment une mentalité qu'on leur a faite ailleurs. Ils s'imaginent qu'ils peuvent continuer à être des citoyens sous l'habit militaire. Si on leur conteste un droit de citoyen, comme le droit de réunion, ils se révoltent, comme d'habitude, comme d'habitude, nous assistons à l'introduction d'un esprit nouveau. »

« Le syndicalisme à la caserne ? — Parfaitement. Et c'est précisément ce qu'il y a de dangereux. L'autorité militaire peut être respectée et sa seule autorité. Elle peut indiquer l'origine du mal. Quant à le prévenir, elle est impuissante. Ce n'est pas dans ces attributions. C'est à d'autres de prendre les mesures nécessaires. »

Ainsi donc, les excitations du dehors, les campagnes antimilitaristes de la C. C. T. ont filtré à travers les murs de la caserne et des soldats qui n'ont pas eu le cœur assez haut pour mettre le doigt au-dessus de leur déception d'un moment, étaient un terrain tout préparé, si l'on peut dire, au développement du virus de l'antimilitarisme.

Le malheur est que l'on en prend aujourd'hui que cet état d'esprit se manifeste ailleurs que dans les villes déjà citées. On aurait trop tôt fait, évidemment de prétendre qu'un vent d'indiscipline souffle sur toute l'armée et le général Pau lui-même proteste contre cette suggestion. Mais le mal, tel qu'on nous le montre, n'est déjà que trop grand.

Après Toul, Belfort et Mâcon, Paris, Nancy, Commercy et Lérrouville se signalent également par des incidents analogues à ceux que nous connaissons déjà. On ne peut le nier. Il faut mettre une digue à ce flot de récriminations qui a déjà des rangs de l'armée, n'a la consigne est de se taire, et dont les regards doivent se porter ailleurs que sur le Parlement où s'ébrouent les lois et sur les réunions publiques d'où sortent des conseils passionnés.

Pour des jeunes gens un instant égarés — et nous persistons à croire qu'ils le seront — à la saine notion du devoir — nous avons pu jeter un cri de pitié. Mais nous disions en même temps que le gouvernement devait au pays de prendre des mesures pour arrêter le campagne qui vient de commencer. En présence des nouveaux incidents et de la mentalité d'un certain nombre de troupiers dans plusieurs garnisons ; à la nouvelle que les manifestations de l'autre jour ont été la mise à exécution d'un plan longuement préparé, — nous exprimons l'espoir que des mesures seront édictées sans faiblesse.

Mais nous espérons aussi qu'on ne s'en tiendra pas seulement aux sanctions prises contre les soldats défilants. Puisqu'il y a de meneurs, des excitateurs à la désobéissance, il faut mettre fin à leur propagande dissolvante. Républicains et patriotes, nous avons le devoir de nous défendre et de défendre ce pays — qui veut la paix, mais qui entend ne rien sacrifier de son indépendance et de sa dignité, — contre les entreprises des semeurs d'indiscipline.

Sans discipline, il n'est pas d'armée forte. Et un pays qui n'a pas une armée forte est inévitablement voué à la défaite ou au désastre.

Nous ne voulons ni de l'une ni de l'autre. C'est pourquoi nous approuvons le gouvernement dans les mesures qu'il prend pour éviter le retour d'incidents comme ceux de Toul, de Belfort, de Paris et de Nancy.

CH. DE LA RUE.

### Les incidents militaires de l'Est

#### L'enquête à Belfort, à Toul, à Mâcon

##### Quelques incidents à Commercy et à Lérrouville.

#### Le « chahut » de Belfort avait été préparé

Le général Pau, membre du Conseil supérieur de la guerre, commandant éventuel des armées de l'Est, a quitté Nancy hier matin, se rendant à Paris, après avoir passé une partie de la nuit à rédiger son rapport sur les incidents militaires de Toul.

Il est attendu à Belfort pour enquêter dans cette place sur les manifestations qui se sont produites au 35<sup>e</sup> d'infanterie. Les incidents remontent à lundi dernier. D'après les officiers, ils n'auraient pas l'importance qu'on leur attribue au premier moment et ne revêtent pas le caractère d'acte d'indiscipline. Ce fut plutôt un simple « chahut » auquel ne prirent part qu'une quarantaine d'hommes.

Il était dix heures du matin. Deux bataillons du 35<sup>e</sup> rentraient de manoeuvres de garnison. Les hommes regagnaient leurs chambres. Soudain, dans un couloir, à midi, un soldat chahuta l'« Internationale ». Que plusieurs fredonnèrent alors.

Un officier — le propre fils du général Pau, qui sert en qualité de lieutenant au 35<sup>e</sup> — se trouvait derrière un des chanteurs. Il prit l'homme par le bras et le fit mener devant le capitaine adjudant-major. Le soldat fut escorté dans les locaux disciplinaires. Son arrestation eut pour résultat de faire cesser immédiatement les chahuts. Les hommes rentrèrent dans leurs chambres et ne firent plus entendre aucun murmure.

Pau après ils se rendirent dans la réfectoire. Après les soupe, vers onze heures, une quarantaine se groupèrent dans la cour. A nouveau ils entonnèrent l'« Internationale », pendant que d'autres poussaient des cris divers et protestaient contre la loi de trois ans.

Au bruit fait par les manifestations, des hommes descendirent des chambres en colère. Ils entourèrent les groupes des protestataires. Des revolvers se trouvaient là, originairement du territoire de Belfort, des Vosges et de la Haute-Saône. Indignés de l'altitude des manifestants et pour protéger, ils crièrent :

« Assés ! Assés ! gelopins ! C'est une honte ! Vive l'armée ! »

Un des manifestants répondit par une injure. Le sergent-major Mathey accourut alors et voulut arrêter un soldat. Il l'entraîna vers le poste de police lorsque plusieurs camarades du soldat arrêté, sans raison, crièrent et de chanter, entourèrent le sous-officier et tentèrent de délivrer le prisonnier.

L'incident avait attiré le colonel de Mâcon, qui se tenait dans une autre partie de la cour. Le colonel s'avance au-devant du groupe et se rendit compte de ce qui se passait. En tête il rassembla les officiers et fit sortir le poste de police. A l'aide de quelques hommes le colonel dispersa l'effroyable. Une vingtaine de soldats furent arrêtés.

Informés des événements qui venaient de se dérouler, le général Azibert, gouverneur militaire de Belfort ; M. Fontanes, administrateur du territoire de Belfort, coururent et firent procéder à une enquête. Elle se poursuit encore.

Des manifestations, il est démontré que, comme dans les autres garnisons, cette manifestation a été préparée par un groupement de Paris. Elle éclata, au 35<sup>e</sup>, avant la moment fixé. En effet, l'enquête a pu établir que le mouvement qui a été déclaré dans la matinée, devait commencer non seulement au 35<sup>e</sup>, mais aussi le 42<sup>e</sup> d'infanterie, stationné à Belfort.

A six heures du soir, les soldats devaient se réunir aux environs de la gare, se lever en cortège et parcourir la ville en protestant contre le maintien de la classe. Un incident fortuit fit échouer ce projet en provoquant dans la maladroite le chahut du 35<sup>e</sup>.

Tout comment : Samedi dernier, le 35<sup>e</sup> avait effectué une marche pénible au camp du Fougeray. Lundi les hommes escomptaient, en raison de la marche précédente, qu'on leur donnerait dans la matinée un moment de repos. Il n'en fut rien, ils furent participés à une manœuvre de garnison. Ils éprouvèrent de ce fait quelque mécontentement. C'est alors qu'au cours de la manœuvre ils se concertèrent et décidèrent de manifester en rentrant à Belfort.

Jusqu'à présent, 18 hommes du 35<sup>e</sup> ont été maintenus en état d'arrestation et interrogés par le général Boeh. Ils appartenant aux recrutements de Paris, de Lyon et de Saint-Etienne. Des renseignements reçus de leurs compagnies respectives, les représentants comme étant de mauvais soldats, à l'exception d'un seul, qui paraît être l'un des meneurs.

### CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

#### La densité de la haute atmosphère

C'est un journal scientifique édité complètement en espéranto que nous demandons aujourd'hui la lecture de notre chronique. Notre confrère « Science Gazeta » dans son dernier numéro traite longuement de la question posée par ce titre. Nous donnons la traduction des passages les plus importants.

« Le professeur de Quervain, de Zurich, a fait une très curieuse remarque concernant la propagation du bruit résultant de fortes explosions. »

Pendant le percement du tunnel de la Jungfrau, le 18 novembre 1908, une forte explosion de dynamite fut entendue autour du lieu de l'explosion jusqu'à 30 kilomètres environ, mais seulement dans la direction du Nord. Puis dans une région de même centre, environnante, large de 140 kilomètres environ on n'a pas entendu du tout de bruit. Mais, plus loin, au delà de cette dernière région on entendit l'explosion. Cette zone environnante, où l'explosion ne fut pas entendue est appelée zone silencieuse.

On avait observé la même phénomène à la catastrophe de Lagoubran où un poudrière explosa.

Comment expliquer cet étrange phénomène ? M. von den Borne a montré par des calculs que ce phénomène s'explique si l'on convient de la réflexion des ondes sonores à la limite de 2 couches gazeuses de même densité ; la rapidité du son dans l'air est de 330 mètres à la seconde, et de 1.200 mètres dans l'hydrogène, et l'hypothèse d'une couche d'hydrogène se trouvant dans la haute atmosphère a donné par le calcul des résultats qui concordent avec les observations de M. de Quervain.

La densité de notre atmosphère est connue jusqu'à l'altitude d'environ 37 kilomètres par des ballons sondes. Nous savons que, jusqu'à à peu près 3 kilomètres, l'air est en mouvement à cause de la proximité du relief terrestre. La région des nuages occupe jusqu'à 10 kilomètres, et devient d'avant en avant plus dense, l'altitude augmente, et aussi la température refroidit continuellement jusqu'à 10 ou 12 mètres d'altitude ; là se trouve une région de même température nommée « zone isothermique » ; le refroidissement s'arrête, et la température, dans les limites atteintes par les ballons sondes semble rester constante.

La densité de l'atmosphère n'est pas la même pour toutes les altitudes ; non seulement la densité décroît, mais encore la constance se modifie en rapport avec les proportions de ses éléments.

Près de la terre, sa constance est de 78,1 pour cent d'azote, 20,9 d'oxygène, 0,97 d'argon. On y trouve aussi une très petite quantité de gaz divers : hélium, hydrogène, etc.

A 20 kilomètres d'altitude, la quantité d'oxygène atteint 85 % et il ne reste que 15 d'azote.

Nous n'avons pas encore de moyens d'exploration infaillibles pour connaître la composition de notre atmosphère au delà de 40 kilomètres, car la densité altérée par les phénomènes qui ont lieu dans les plus hautes régions peut donner quelques renseignements sur lesquels il est possible d'établir des hypothèses vraisemblables.

Ces phénomènes sont précédés les diastères, aurores boréales, couleurs du ciel, etc.

#### A MAÇON

##### le mot d'ordre fut donné dans les chambres

Mâcon, 22 mai. Le général commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée, le général commandant le 20<sup>e</sup> brigade, sont arrivés hier à Mâcon.

Ils ont eu dans la soirée une conférence avec les officiers du 134<sup>e</sup> afin de connaître exactement les circonstances de la manifestation et l'état d'esprit des troupes du régiment.

Au cours de cette réunion, le général Foch a indiqué les mesures à prendre en vue de l'enquête qui se poursuit. Il a donné l'ordre aux officiers dans chaque compagnie de prendre individuellement leurs hommes afin de savoir quel a été l'emploi de leur temps dans la soirée de mardi ; cet emploi du temps devra être vérifié très attentivement. Les premiers résultats des investigations de la journée d'hier ont permis de mettre en prison sept militaires qui ont participé à l'organisation de la manifestation.

Quatre de ceux-ci sont passés dans les chambres à la caserne en criant à haute voix : « Ceux qui sont contre les trois ans rendez-vous à six heures et demie place d'Armes. »

A onze heures ce matin le général Foch le général Grandjean et le préfet de Saône-et-Loire, ont tenu une conférence à la préfecture.

On croit qu'il convient de chercher les instigateurs du mouvement parmi les syndicalistes recrutés à Montceau-les-Mines.

### GRAVES INCIDENTS

#### à Orléans

Orléans, 22 mai. Ce matin, au 131<sup>e</sup> d'infanterie, au moment de la relève de la garde, les hommes de faction se mirent à crier : « Vivent les deux ans ! »

Les mutins ont été immédiatement mis en cellule.

Après la soupe, les hommes de la 9<sup>e</sup> batterie du 32<sup>e</sup> d'artillerie, se sont réunis et ont entonné des chants antimilitaristes.

L'écho se fit dans les groupes lours de 150, où les militaires chahutèrent l'« Internationale ».

Malgré les sages conseils des sous-officiers de garde, ils ne voulaient pas mettre fin à leur manifestation.

Le poste intervint alors et la batterie fut consignée.

Une perquisition fut ensuite faite dans les différents paquetages, afin de connaître les auteurs de la manifestation. Quatre canonniers et conducteurs, dont les paquetages contenaient des feuilles anarchistes, ont été mis en prison.

Ces mesures n'empêchèrent pas les manifestants des groupes lours, qui recommencèrent.

Trois nouvelles arrestations furent opérées. Les 30<sup>e</sup> et 115<sup>e</sup> d'artillerie sont consignés depuis ce matin.

Des militaires se sont rendus au pied de la statue de Jeanne d'Arc, place de la Martrie, et ont tenté une nouvelle manifestation.

Ils furent rapidement dispersés. Tous les quartiers sont consignés.

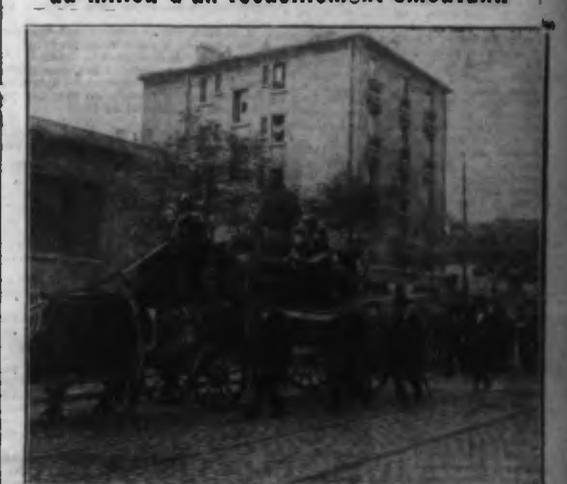
#### D'autres à Rodez

Rodez, également, des soldats ont protesté contre la loi de 3 ans. ON DIT QUE DEUX COMPAGNIES ONT TENTÉ DE DESCENDRE EN ARMES DANS LA COUR DE LA CASERNE ET D'EN FORCER LES PORTES.

On lira, en Dernière Heure, des détails sur ces incidents.

### Les funérailles de M. Georges Robert ont été célébrées hier, à Paris, au milieu d'un recueillement émouvant.

Les funérailles de M. Georges Robert ont été célébrées hier, à Paris, au milieu d'un recueillement émouvant.



CONVOI QUITTANT LA MAISON DU BOIS

C'est au milieu de l'émotion la plus pure et la plus profonde qu'ont été célébrées hier, à Paris, les funérailles de M. Georges Robert.

Des onze heures et demie, les amis de notre rédacteur en chef arrivaient par groupes à la maison du docteur Dubois, rue de l'Académie. Ils allaient apporter un suprême salut à celui qu'ils admiraient et à quelques semaines, d'être demeuré si jeune et si alerte, et qui n'était plus qu'une forme inerte entre les planches d'un cercueil, sous l'amoncellement des couronnes et des fleurs.

Près des membres de la famille se tenaient trois officiers du 46<sup>e</sup>, dont la présence rappelait que le mort avait uni, au cours d'une vie irréprochable, aux qualités du militant républicain et du journaliste, les qualités du militaire et de l'homme d'épée.

A deux heures précises, le maître de cérémonie apparut, précédant le cercueil. Tout le monde se découvrit. Le silence se fit. Une angouaise péta sur l'assistance. On vit des hommes qui écartèrent d'un geste furieux, au coin de leurs paupières, les larmes qui s'étaient valablement efforcés de retenir.

#### Les cordons du poêle

Les cordons du poêle sont tenus par MM. Georges Petit, président de la Fédération des Anciens Militaires mutualistes ; Vincent Cousin, administrateur du Progrès de Nord ; Fernand LeFranc, ancien président de la Bellevue, rédacteur en chef du Petit Béthunois ; de Lauweryn, ancien président du Comité Radical ; Lillou, secrétaire du Comité exécutif du Parti radical et radical socialiste ; Bersez, sénateur.

#### Les couronnes

La couronne de l'Association professionnelle des Journalistes du Nord. Celle des officiers du 70<sup>e</sup> régiment de territoriale « Au capitaine Robert ». La couronne en immortelles, de l'Académie d'Armes et de la zelle Godart.

Citons enfin la magnifique couronne en fleurs naturelles, offerte par les camarades paronnes de notre rédacteur en chef et portant l'inscription : A Robert, ses vieux amis. La famille avait également apporté de superbes couronnes et Mme veuve Charles Simon une magnifique gerbe de fleurs naturelles.

#### L'attentat de Louvres

L'automobile bleue, volée mardi à Paris à M. Dardenne, a été retrouvée hier matin dans un hôtel d'Essigny-le-Grand, près de Saint-Quentin, et Du vignon, ainsi que son ami ont été arrêtés dans les circonstances suivantes :

M. Sébille, contrôleur général du service des recherches à la Sûreté générale, avait été informé hier matin, vers 10 heures et demie, que l'auto bleue venait d'arriver dans un hôtel, à Essigny. Il téléphonait aussitôt au commissaire central de Saint-Quentin et lui donnait mandat de se rendre en automobile à Essigny.

A l'heure de l'arrêt, le commissaire central trouvait en effet la voiture volée à M. Dardenne. Il trouvait aussi les fils Pans et le metait en état d'arrestation. Du vignon, toutefois, parvenait à se sauver par une porte dérobée et à gagner la plaine. Mais les inspecteurs de police, les gardarmes et les habitants organisèrent aussitôt une battue.

#### A coups de revolver et de fusil

A midi, la Sûreté générale était informée que Du vignon se trouvait dans les marais de Clastres. A deux heures il était cerné ; il tira trois coups de revolver sur ceux qui le poursuivaient, mais un blessé personne ; il était au contraire blessé légèrement d'un coup de fusil tiré par un habitant du pays.

L'agresseur de l'ingénieur Dardenne a été conduit à Arlemp, d'où il a été dirigé dans la soirée sur Fontaine et mis à la disposition du juge d'instruction chargé de l'attentat de Louvres.

M. MAXIME LIGONTE PRONONÇANT SON DISCOURS A LA MARE PAUVREMENT.